Quelle gouvernance internationale pour une gestion durable de l'eau ?

MARDI 24 MARS À 15H

SÉANCES PUBLIQUES PUBLIÉE LE 17/03/2026

Saisine liée : LA GOUVERNANCE INTERNATIONALE FACE AUX ENJEUX DE LA GESTION DURABLE DE L'EAU

Présentation du projet d'avis "La gouvernance internationale face aux enjeux de la gestion durable de l'eau"

À l'approche de la Conférence des Nations Unies sur l'eau de 2026, le CESE analyse la capacité de la gouvernance internationale actuelle à répondre aux défis de la gestion de l'eau et formule des propositions opérationnelles pour renforcer l'efficacité, la cohérence et la légitimité de l'action multilatérale.

Le projet d'avis sur la "gouvernance internationale de l'eau" sera présenté en séance publique mardi 24 mars à 15h.

Érik Orsenna, de l'Académie française et Président de l'Association pour l'avenir des grands fleuves interviendra en tant que grand témoin lors de cette présentation.

Suivre en direct

L'eau, une ressource vitale sous haute tension

Le diagnostic porté par le CESE est sans appel : nous faisons face à une « faillite hydrique » structurelle.

Le dérèglement du cycle de l'eau, exacerbé par le changement climatique, se traduit par une fonte accélérée des glaciers et l'épuisement de 70 % des plus grands aquifères mondiaux. Depuis 2000, les inondations ont bondi de 134 % tandis que les périodes de sécheresse s'intensifient.

> *Cette crise est aussi celle de l'inégalité : 2,1 milliards de personnes n'ont toujours pas un accès sûr à l'eau potable, et plus de 3,6 milliards sont privées d'assainissement de base.*

Portée par la croissance démographique et l'intensification des usages (agriculture, industrie, énergie), la consommation mondiale d'eau a crû de 26 % en vingt ans.

Quelle gouvernance internationale pour une gestion durable de l'eau ?

Dans un contexte d’affaiblissement de certains cadres multilatéraux et de tensions autour du partage des ressources transfrontalières, la capacité de la communauté internationale à garantir une gestion coopérative et durable de l’eau est un enjeu central.

À l’approche de la Conférence des Nations Unies sur l’eau prévue en décembre 2026, le CESE entend ainsi éclairer les enjeux de gouvernance mondiale de cette ressource vitale et contribuer au débat public. Porté par la Commission des affaires européennes et internationales, cet avis vise un changement de paradigme fondamental : substituer la gestion de crise à une stratégie de coopération efficace.

Comment faire de l'eau un catalyseur de paix plutôt qu'un moteur de conflit ?

Au programme de la séance publique

Le CESE va présenter ses préconisations concrètes pour alimenter la position de la France en vue de la Conférence des Nations Unies sur l'eau.

Intervention de Barbara Pompili, Ambassadrice déléguée à l’Environnement.

Présentation de l'avis par les rapporteurs :

Lucien Chabason (Groupe Environnement et Nature), conseiller à la direction de l'IDDRI.

Jean-Yves Lautridou (Groupe CFDT), représentant de la Fédération Communication Conseil Culture.

Grand Témoin : Le CESE aura l'honneur d'accueillir Érik Orsenna, de l’Académie française et Président de l’Association pour l’avenir des grands fleuves.

Temps d'échange et vote

Suivre la séance publique en direct

Le projet d'avis "La gouvernance internationale face aux enjeux de la gestion durable de l’eau" sera présenté au nom de la commission Affaires européennes et internationale mardi 24 mars 2026 à partir de 15h.

© - copyright CESE - Novembre 2026